



**Direction Population et Solidarité
1100 – Administration de Direction**

Dossier suivi par : TRILLSAM Céline

☎ : 03 69 77 67 72

✉ : Celine.Trillsam@mulhouse-alsace.fr

ARRETE

Le Maire de la Ville de Mulhouse

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2542-1 et L 2212-2 et suivants

VU L'intervention des Services d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin en date du 01 février 2024

CONSIDERANT que le 1^{er} février 2024, un incendie s'est déclaré vers 3h du matin dans l'immeuble d'habitation situé au 17 rue des Pins à Mulhouse, cadastré LW 0201, et s'est propagé à l'immeuble contigu situé 31 rue de la 4^{ème} Division Marocaine de Montagne, cadastré LW 0199 générant des fumées toxiques, une grande dégradation de la cage d'escalier ainsi que la destruction quasi-totale de la toiture.

CONSIDERANT que cet état de fait constitue un danger grave pour la santé et la sécurité des occupants et qu'en conséquence, il y a lieu d'évacuer temporairement et sans délai les logements.

Sur proposition du Directeur Général des Services,

A r r ê t e :

Article 1 : Il est ordonné aux occupants des logements du 1^{er} et 2^{ème} étage du 31 rue de la 4^{ème} Division Marocaine de Montagne, cadastré LW 0199, dont le propriétaire est la SCI JKLD, domiciliée 31 rue de la 4^{ème} Division Marocaine de Montagne, d'évacuer immédiatement l'immeuble.

Article 2 : Il appartiendra à la SCI JKLD, propriétaire, d'engager un programme de relogement du locataire concerné et d'interdire tout accès et occupation temporaire jusqu'à rénovation complète de cet appartement, sous le contrôle d'un homme de l'art.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la SCI JKLD, propriétaire et domiciliée 31 rue de la 4ème division marocaine de montage à Mulhouse (68200).

Article 4 : A défaut de connaître l'identité réelle des occupants, une copie du présent arrêté sera affichée sur la porte d'entrée de l'immeuble par les soins du bailleur. Enfin, un exemplaire sera affiché en Mairie.

Article 5 : Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat dans le Département au titre du contrôle de légalité. Par la suite, le dispositif FARU de l'Etat, Fonds d'Aide au Relogement d'Urgence, pourra être saisi.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 : Le Directeur Général des Services et la SCI JKLD, domiciliée 31 rue de la 4^{ème} division marocaine de montagne à Mulhouse (68200) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 02 février 2024

Le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Mme Michèle LUTZ